

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44263 Nantes cedex 2

Nantes, le 12/12/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NORPAPER NANTES**

BD BENONI GOULLIN  
BP 70113  
44200 Nantes

**Référence :** N1-2025-1347-rapport

**Code AIOT :** 0006301299

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement NORPAPER NANTES implanté BD BENONI GOULLIN BP 70113 44200 Nantes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORPAPER NANTES
- BD BENONI GOULLIN BP 70113 44200 Nantes
- Code AIOT : 0006301299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NORPAPER est spécialisée dans la fabrication de papier testliner blanc composé de 100 % de fibres recyclées. La pâte à papier est élaborée à partir de vieux cartons d'emballage, journaux, papiers de bureau, ... Le papier produit est conditionné sous forme de bobines et utilisé dans l'emballage ou transformé en papier ondulé.

Les installations qui ont fait l'objet d'un contrôle, sont : le stockage de matières premières (parc de vieux papiers), les installations de production, le procédé Fiberlean et le ponton de pompage en Loire.

## Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface,
- Bruit

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 2  | Respect des VLE effluents industriels | Arrêté Préfectoral du 05/11/2002, article 7.4.4 | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  |                       |
| 5  | Réalisation des campagnes d'analyse   | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3     | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Demande d'action corrective  |                       |
| 8  | Plainte bruit                         | Arrêté Préfectoral du 05/11/2002, article 6.2   | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 10 | Circuit des eaux                      | Arrêté Préfectoral du 05/11/2002, article 7.2   | /  | Demande d'action corrective  |                       |
| 12 | Dépôt de vieux papiers                | Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 11    | /  | Demande d'action corrective  |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1  | Situation administrative                             | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9 | /  | Sans objet        |
| 3  | Les installations exemptées                          | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3            | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Sans objet        |
| 4  | Documentation  | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4            | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Sans objet        |
| 6  | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4            | Avec suites, Demande d'action corrective   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------|---|--|-------------------|
| 7  | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2             | /  | Sans objet        |
| 9  | PAC Fiberlean             | Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46 | /  | Sans objet        |
| 11 | PAC Chaufferie            | Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements des valeurs limites de rejets d'eaux sont toujours constatés et les études sont toujours en cours pour permettre de déterminer si la convention de déversement peut être modifiée. Pour obtenir une éventuelle révision des valeurs limites de rejets, l'exploitant doit transmettre un dossier de porter à connaissance et justifier que cela ne porterait pas atteinte au bon fonctionnement de la station d'épuration.

L'exploitant doit mettre à jour de façon lisible son circuit des eaux.

L'exploitant doit réaliser des analyses de PFAS au niveau de ses rejets d'eaux pluviales.

L'exploitant doit mettre en oeuvre les actions nécessaires afin de réduire durablement les nuisances sonores liées au pompage en Loire.

L'exploitant doit maintenir une zone d'isolement de 10 mètres autour du parc de vieux papiers.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Situation administrative

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.511-9   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a transmis le 13/10/2020, un dossier de porter à connaissance concernant la mise en place du procédé « FiberLean » dans le process de fabrication.<br>Il a transmis le 07/04/2022, un dossier de porter à connaissance concernant le transfert d'exploitation de la chaufferie industrielle à la société Dalkia.<br>L'exploitant actualise le classement du site dans ces documents.<br>Ce classement appelle les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>La rubrique 2440 (Fabrication de papier, carton à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3610.b) ne s'applique plus au site. Seule la rubrique 3610-b (Fabrication,</li> </ul> |

dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) s'applique pour l'activité concernée. Les grandeurs caractéristiques antérieurement indiquées dans la rubrique 2440 doivent être reprises dans la rubrique 3610-b.

- Suite à une modification de la nomenclature, les rubriques 1530 (Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues) et 1532 (Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues) ont évolué. Le classement actualisé du site relève donc de la rubrique 1530-2 (au lieu de 1530-3) et 1532-2b (au lieu de 1532-3), toujours en déclaration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°2 : Respect des VLE effluents industriels

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2002, article 7.4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets des effluents industriels

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[...] Sous ces conditions, la composition des eaux usées industrielles du site rejetées au réseau public répond aux caractéristiques suivantes :

"1<sup>er</sup> tableau de l'article 7.4.4" [...]

"deuxième tableau de l'article 7.4.4"

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs prescrites ci-dessus, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. [...]

**Constats :**

Inspection du 05/09/2024 :

Des dépassements très fréquents ont été constatés sur les effluents industriels en DCO, température et MES ainsi que des dépassements ponctuels sur d'autres paramètres. L'exploitant a indiqué que les échanges se poursuivaient avec les services de Nantes Métropole pour faire évoluer l'autorisation de déversement (avec demande de l'industriel d'augmentation des concentrations sur plusieurs paramètres sans augmentation des flux, pour tenir compte de ses efforts pour réduire les débits).

Concernant une éventuelle révision des valeurs limites de rejet, il était demandé à l'exploitant de transmettre un dossier de porter à connaissance, avec une justification que cela ne porterait pas atteinte au bon fonctionnement de la station d'épuration et avec une démonstration de la compatibilité sur le volet IED et par rapport à l'AM du 10/09/2020.

Dans sa réponse du 07/02/2025, l'exploitant a répondu que les études étaient engagées pour permettre à Nantes Métropole de modifier la convention de déversement.

Constats du 14/11/2025 :

L'exploitant a indiqué qu'il était en attente du retour des essais réalisés par Nantes Métropole (adjonction de produit en sortie du site pour limiter la production d'H<sub>2</sub>S dans les canalisations).

Des dépassements fréquents sont toujours constatés sur les effluents industriels.

Le traitement primaire des rejets industriels est réalisé par 6 flottateurs, avec un objectif de récupération des fibres pour réintroduction dans le process et de récupération de l'eau pour réutilisation.

L'exploitant indique que des arrêts mensuels sont programmés pour réaliser les travaux de

maintenance préventive et curative, l'intervention en cours de production n'étant pas possible pour certains dysfonctionnements. Il précise que l'Erapac 6 est le flottateur principal sur lequel un travail important de fiabilisation a été réalisé.

La maintenance est réalisée en interne (équipe d'environ 10 personnes en journée).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La demande formulée suite à la visite de 2024 est maintenue.

Concernant une éventuelle révision des valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour correspondre à l'autorisation de déversement de Nantes Métropole, **une demande de modification devra être réalisée en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement**. Cette demande devra être basée sur une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement. Une démonstration de la compatibilité sur le volet IED et du respect des flux définis à l'article 5.12 de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 devra également être transmise.

En complément, il est demandé à l'exploitant de **transmettre la liste des actions réalisées pour fiabiliser l'Erapac 6**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

### N°3 : Les installations exemptées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

|  |
|--|
| <p>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 05/09/2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'établissement utilise une part importante d'eaux réutilisées par rapport au prélèvement d'eau. Cependant, il n'a pas été en mesure de présenter les taux d'eaux réutilisées atteints.</p> <p>Dans le dossier de réexamen de 2015, il est mentionné "qu'environ 92 à 95 % des eaux utilisées pour la fabrication de papier sont recyclés en tête de la chaîne de production" (page 16).</p> <p><u>Constats du 14/11/2025 :</u></p> <p>Dans sa réponse du 07/02/2025, l'exploitant a transmis un calcul pour justifier d'un taux de réutilisation des eaux annuel entre 92 et 93 % pour 2021 à 2024.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N°4 : Documentation

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse</p>  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; [...]</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1<sup>er</sup>.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p> |

**Constats :**Inspection du 05/09/2024 :

Sur la base d'un taux de recyclage supérieur à 20 % (exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2), l'exploitant doit disposer uniquement de la documentation listée au point 1° et 6° du I de l'article 4 de l'arrêté ministériel.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le suivi hebdomadaire des prélèvements effectués dans La Loire et le réseau AEP. Le fichier portant sur les volumes d'eaux rejetés a également été présenté.

Concernant le point 6°, dans le cadre de la réponse à la précédente inspection, l'exploitant avait produit une liste des actions effectuées depuis la reprise du site en 2015. Plus précisément, sur la période depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, deux actions ont été effectuées :

- Modification du programme de lavage des feutres coucheurs, passant d'un programme continu à un programme sur arrêt => sept-2018
- Substitution de l'eau claire de dilution du polymère support par de l'eau clarifiée => jan-20

Cependant, l'exploitant n'indique pas les volumes économisés correspondants.

Enfin, l'exploitant doit transmettre les justificatifs attestant qu'il utilise au moins 20 % d'eaux réutilisées pour les installations concernées.

Constats du 14/11/2025 :

Dans sa réponse du 07/02/2025, l'exploitant a transmis une synthèse trimestrielle et annuelle des volumes d'eaux prélevés et rejetés au réseau AEP et dans la Loire, avec le code de la masse d'eau associée pour les années 2022, 2023 et 2024. Il a également transmis le plan d'action de réduction des consommations d'eau de Loire 2018-2024. Ce document comporte la liste des actions mises en place et une estimation des volumes économisés correspondant à chaque action.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°5 : Réalisation des campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**Inspection du 05/09/2024 :

Les eaux pluviales n'ont pas fait l'objet d'un contrôle.

Il était demandé à l'exploitant :

- soit de justifier l'absence de contrôle des eaux pluviales rejetées par l'établissement ;
- soit de faire réaliser des mesures (prélèvement et analyse sous accréditation) sur les eaux pluviales rejetées.

Constat du 14/11/2025 :

Dans sa réponse du 07/02/2025, l'exploitant a justifié l'absence de réalisation de contrôle sur les



eaux pluviales en expliquant que les déchets de papier sont utilisés en tant que matière première et que, s'ils contenaient des PFAS, ceux-ci se retrouveraient dans les analyses sur les rejets industriels.

Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de se positionner sur l'utilisation éventuelle d'émulseurs lors d'incendies ou de débuts d'incendies qui auraient pu avoir lieu de façon historique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de faire **réaliser des mesures (prélèvement et analyse sous accréditation) sur les eaux pluviales rejetées.**

La note d'application de l'arrêté sur les PFAS précise, en page 11, les modalités d'échantillonnage spécifique pour les rejets ponctuels ou discontinus : [https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2024-02/Note\\_application\\_AM\\_PFAS\\_V2.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2024-02/Note_application_AM_PFAS_V2.pdf)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N°6 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Inspection du 05/09/2025 :

Il était demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure (prélèvement et analyse) sous accréditation pour les rejets industriels.

Constat du 14/11/2025 :

L'exploitant a transmis les résultats d'une mesure réalisée du 12 au 13/11/2024. Le prélèvement et l'analyse ont été réalisés par des organismes accrédités.

Le prélèvement a été réalisé sur 24h, proportionnellement au débit, en sortie de station de traitement interne.

Des analyses ont été réalisées sur les paramètres listés à l'article 3 :

- 1° : le paramètre AOF
- 2° : les 20 PFAS dont l'analyse est obligatoire (l'analyse a été réalisée sous accréditation)
- 3° : les 8 PFAS cités.

Les PFAS n'ont pas été quantifiés.

La concentration d'AOF a été mesurée à 5 µg/l, soit un flux de 7773 mg/jour.

Au vu des résultats communiqués, aucune campagne n'a été à l'origine de la détection de PFAS dans les eaux.

Le flux d'AOF peut être notable sur certains prélèvements. Cependant, l'eau utilisée (prélevée dans la Loire) comporte également une concentration en AOF, à des teneurs plus élevées. L'origine du flux d'AOF dans les rejets peut donc s'expliquer par leur présence dans l'eau utilisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°7 : Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Inspection du 05/09/2024 :

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas identifié de substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par l'installation.

Il a procédé à l'analyse des FDS des produits utilisés. Par ailleurs, il précise que les papiers produits dans l'établissement doivent pouvoir répondre aux normes relatives au contact alimentaire. Aussi, dans le cadre de la relation avec ses fournisseurs, l'exploitant les interroge pour pouvoir répondre à ces normes.

Constat du 14/11/2025 :

L'exploitant précise que le questionnement de ses fournisseurs est réalisé par des questionnaires qui intègrent les PFAS.

Concernant le risque de contamination des eaux pluviales suite à l'utilisation d'émulseurs, l'exploitant indique qu'il n'y a pas d'utilisation d'émulseurs sur le site. Il n'est pas en mesure de préciser si des émulseurs ont été utilisés par le passé (rejoint le PC n°5 Réalisation de campagnes d'analyse).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N°8 : Plainte bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2002, article 6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

**Constats :**

Des riverains situés en face de l'établissement, de l'autre côté de la Loire, ont transmis des plaintes concernant les émissions sonores de l'établissement.

Par courrier du 18/09/2025, l'exploitant a indiqué avoir identifié une source de bruit au niveau du ponton (un carter métallique qui vibrait contre son support) et avoir mis en place une mesure immédiate de resserrage. En complément, il indique avoir programmé la mise en place de joints

|  |
|--|
| entre les parties métalliques et un contrôle périodique.<br>Néanmoins, les plaignants signalent que les nuisances n'ont pas diminué. Après accord, l'inspection des installations classées a transmis les coordonnées des riverains à l'exploitant.<br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise que la mise en place de joints a été réalisée en partie.<br>Il indique avoir pris contact avec les plaignants ce qui a permis d'identifier qu'une des pompes posait un problème à certains régimes de fonctionnement. Cette pompe est actuellement à l'arrêt et n'est pas utilisée quand ce n'est pas nécessaire. L'équipe maintenance est en cours de recherche de solution pour résoudre le problème.<br>Lors de la visite, il a été constaté que des feutres avaient été placés sur les pompes pour atténuer le bruit, en mesure conservatoire. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>d'identifier la source des nuisances et de mettre en oeuvre les actions permettant de les réduire,</b></li> <li>• <b>d'intégrer, dans les mesures de bruit annuelles, un point de mesure de l'autre côté de la Loire, à proximité des plaignants.</b></li> </ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |

#### N°9 : PAC Fiberlean

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des installations  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :<br>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;<br>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;<br>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.<br>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.<br>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.<br>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. |
| <b>Constats :</b>   |

|  |
|--|
| <p>L'exploitant a transmis le 13/10/2020, un dossier de porter à connaissance concernant la mise en place du procédé « FiberLean » dans le process de fabrication.</p> <p>Le procédé consiste à intégrer à la pâte à papier un mélange de carbonate de calcium et de cellulose micro-fibrillée. La fabrication de cellulose micro-fibrillée est réalisée sur place, par voie humide, à partir de cellulose prélevée dans le process de production du papier. Le dossier précise que ce procédé n'est pas à l'origine de consommation d'eau supplémentaire.</p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les FDS des produits utilisés dans le procédé Fiberlean :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Carbital™ 55 V (produit à base de carbonate de calcium) : ce produit se présente sous forme de boue (slurry),</li> <li>- MONAZOL Black V Paste (agent colorant).</li> </ul> <p>Ces produits ne sont pas classés en tant que substances dangereuses.</p> <p>La zone du procédé Fiberlean a été visitée. Il s'agit d'une zone dédiée à l'intérieur du bâtiment. Cette zone comprend le stockage des produits en cuve et la partie process.</p> <p>En particulier, il n'y a pas de stockage d'acides à proximité (exigence de la FDS du Carbital).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|--|

#### N°10 : Circuit des eaux

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2002, article 7.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Utilisation d'eau   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan du réseau des égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, régulièrement mise à jour doit être en permanence tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, préalablement à la visite, les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- schéma des circuits d'eaux - 12/05/2020 : absence de légende</li> <li>- plan d'implantation réseaux eaux de ville - non daté (indiqué « en cours »)</li> <li>- plan d'implantation réseaux eau de Loire - non daté (indiqué « en cours »)</li> <li>- plan d'implantation réseaux eaux pluviales et effluents - non daté (indiqué « en cours »)</li> </ul> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que ces trois derniers plans figuraient dans le dossier de réexamen du 22/12/2015 complété le 22/01/2017.</p> <p>Ces plans sont peu lisibles et ne comportent pas tous de légende.</p> <p>En particulier, les 3 plans d'implantation de réseaux ne permettent pas de suivre l'utilisation des eaux sur l'ensemble du process (eaux industrielles, eaux de refroidissement, eaux pluviales). Par exemple, les plans ne permettent pas de montrer que les eaux de refroidissements rejoignent le réseau d'eaux pluviales.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de <b>réaliser un plan du circuit des eaux permettant de représenter celui-ci sur un seul document de manière lisible.</b></p> <p>Des légendes devront permettre de préciser les différentes représentations éventuelles des réseaux.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |

## N°11 : PAC Chaufferie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, changement d'exploitant   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.   |
| <b>Constats :</b><br>Par courrier du 07/04/2022, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance concernant le transfert de l'exploitation de la chaufferie à la société Dalkia.<br>Dalkia a télédéclaré le changement d'exploitant le 28/03/2025.<br>Le PAC précise que les murs séparatifs de la chaufferie avec les bâtiments de production Norpaper sont coupe-feu 2h ainsi qu'en toiture. L'exploitant indique que la porte entre la chaufferie et le bâtiment Norpaper a été remplacée par une porte coupe-feu 2h.<br>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une chaudière de secours était en cours d'installation afin de permettre à Dalkia de réaliser des travaux de rénovation de la chaudière. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## N°12 : Dépôt de vieux papiers

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2017, article 11  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'article 10.2 (dépôt de bois, papier, carton) de l'arrêté préfectoral n°2002/ICPE/286 du 5 novembre 2002 est complété par les dispositions suivantes :<br>« Article 10.2 - Dépôt de bois, papier, carton<br>C. Dépôts de papier en plein air<br>Le parc de vieux papiers comporte en périphérie une zone d'isolement de 10 m par rapport au stockage de vieux papiers et des murs coupe-feu REI 120 d'une hauteur de 3 m.<br>Le parc de vieux papiers possède une zone de décaissement permettant d'obtenir une capacité de rétention d'un volume minimal de 250 m³.<br>Le parc de vieux papiers est équipé d'une détection automatique d'incendie et de 4 poteaux incendie répartis au 4 coins extérieurs du parc.<br>La hauteur des murs du parc est suffisante pour prévenir les envois de vieux papiers. Dans le cas contraire, des dispositifs permettant de confiner les papiers dans le parc devront être mis en place.                                     |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le parc (extérieur) de vieux papiers est entouré de murs d'une hauteur d'au moins 3 mètres.<br>Le parc est situé à une distance supérieure à 10 mètres du bâtiment "salle des tapis" de stockage de lots de "vieux papiers" en attente d'utilisation en fonction des "recettes" de fabrication.<br>Cependant, il a été constaté un stockage avancé de lots de vieux papiers à l'extérieur du parc, contre le mur entourant celui-ci en face de la salle des tapis. Par ailleurs, un stockage avancé est également réalisé à l'extérieur de la salle des tapis, face au parc de vieux papiers. La distance d'isolement de 10 mètres entre le parc de vieux papiers et la salle des tapis n'est donc pas assurée.<br>Le parc de vieux papiers ne comporte pas de zone de décaissement en tant que telle mais le sol est orienté vers un point bas avec un regard d'eau pluviale. L'exploitant indique qu'il y a un obturateur |

|  |
|--|
| <p>pneumatique à proximité de la chaudière. Ce point n'a pas été contrôlé.</p> <p>Il a été constaté la présence de la détection incendie et des 4 poteaux incendie.</p> <p>Il a été constaté la présence limitée de papiers et morceaux de carton autour du parc.</p> <p>Le cariste présent dans le parc des vieux papiers a été interrogé. Il indique faire régulièrement un nettoyage de la zone autour du parc.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de <b>maintenir une zone d'isolement de 10 mètres devant le mur du parc à vieux papier</b>. S'il est nécessaire de maintenir un stockage avancé extérieur, celui-ci doit être maintenu à une distance d'au moins 10 mètres du parc de vieux papiers.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |